

## Urgence de construction et de convergence face à la bipolarisation

Les scrutins des 9 et 16 mars 2008 ont été marqués par le maintien d'un haut niveau d'abstention, en particulier dans les quartiers populaires. Cependant, **huit mois après l'élection de Nicolas Sarkozy, la droite est sanctionnée et perd la direction de nombreuses communes et de plusieurs départements.**

Le principal bénéficiaire de l'échec de la droite est le Parti socialiste, en dépit de son manque de crédibilité pour la construction d'une alternative politique. Le Modem ne réussit pas à s'imposer.

Le Front national est considérablement affaibli, mais un certain nombre de candidats, essentiellement de droite, ont recyclé ses thèmes de prédilection (sécurité, immigration).

**La bipolarisation de la vie politique entre une gauche à prédominance social-libérale et une droite libérale réactionnaire et sécuritaire s'accélère.**

Les configurations locales sont fortement marquées par l'éclatement des repères traditionnels : géométrie très variable des rassemblements, éparpillement, valse des étiquettes...

Les directions des principaux partis ont parfois perdu la main, au bénéfice de reconfigurations locales diverses.

On peut distinguer dans le champ de « la gauche » :

- le maintien dominant d'unions de la gauche des partis traditionnels, avec souvent de bons résultats, sur des projets très différents selon les villes. Mais le PC et les Verts s'y trouvent de fait souvent dans des situations de faiblesse et de dépendance croissante par rapport à leurs partenaires socialistes ;
- la présence d'un certain nombre de candidatures concurrentes issues notamment du PS, avec des affrontements correspondant tantôt à des désaccords de fond, tantôt à des luttes pour des places (ou les deux) ;

et plus particulièrement concernant la « gauche de gauche » :

- les bons scores de la plupart des sortants communistes, tandis que les nombreuses villes perdues lors des précédents scrutins sont soit conservées par la droite, soit prises par le PS ;
- les bons scores de la LCR dans les villes moyennes et grandes, majoritairement sur une ligne non unitaire, conduisant à proposer uniquement des fusions techniques au deuxième tour, sans aucun accord politique ;
- la présence d'un certain nombre de listes et de candidatures de la gauche de la gauche (« antilibérale », « de transformation sociale », « alternative », « radicale »...), qui obtiennent parfois de bons résultats.

Notons que **les sortants et candidats proches des communistes unitaires ont obtenu d'assez bons résultats.** Des expériences intéressantes ont été menées dans les villes où le PS

avait choisi la concurrence au premier tour (voire au deuxième), avec à la fois des arcs de rassemblements inédits (de LO à des responsables locaux du PS) et des approches novatrices sur les questions de pouvoir (élus-partenaires, participation des habitants, visée politique générale).

Il faut souligner **le poids des modes de scrutin**, qui favorisent des alliances souvent purement formelles et une culture de dépossession des citoyens. Cela interroge sur la fonction des élections, sur les « illusions démocratiques » et sur les moyens de nous affranchir des conditions du système politique dominant pour promouvoir l'émancipation. Cela passe notamment par **le développement des formes de politisation et d'intervention dans la vie de la cité moins déléguées et plus fondamentales** que l'essentiel de nos pratiques actuelles.

**Lorsque la gauche de gauche s'est éparpillée au premier tour, elle n'a pas pu peser au second.** Le cas emblématique est Toulouse où les deux listes de gauche alternative ont franchi la barre des 5 %, mais où le PS et ses alliés ont gagné sans fusion. C'est ainsi que 10 % des électeurs sont ignorés du fait de l'absence de convergence des forces de transformation sociale (PC, LCR, LO, forces alternatives et citoyens).

### **Urgence face à la recomposition politique**

Ces élections ont été marquées par une progression **de la recomposition politique, au niveau local et national.** Cela a été par exemple le cas à Grenoble et à Montpellier, au premier tour, et à Lille, au deuxième tour, où la « gauche rassemblée » a accueilli le Modem sur ses listes.

**Les Communistes unitaires considèrent qu'aucune alliance avec le Modem n'est possible** et qu'il ne faut pas participer à des exécutifs municipaux ou départementaux l'incluant. Il s'agirait là d'une faute politique. Refusée avant le premier tour sous prétexte de ne pas désertier le combat contre la droite, la clarification de la position du PCF sur ce point est un enjeu important.

Au sein du PS, le débat va maintenant se développer, avec le risque que l'emporte une ligne social-libérale.

La LCR va probablement s'attacher à promouvoir seule le parti anti-capitaliste qu'elle appelle de ses vœux.

Le PCF va engager la préparation de son congrès, avec en perspective le choix entre :

- une stratégie de rapprochement toujours plus grand avec le PS, en dépit de la social-libéralisation de celui-ci, menant à l'abandon de l'objectif fondamental d'une gauche de transformation à vocation majoritaire ;
- une stratégie de repli identitaire, se satisfaisant de l'existence d'un espace marginal, incapable de peser dans la vie politique nationale ;
- ou une stratégie d'ouverture visant à développer une force de transformation sociale apte à contester l'hégémonie du social-libéralisme, en construisant la convergence des forces et des citoyens disponibles.

Lutte ouvrière fera le bilan de son choix stratégique, et confirmera ou non sa ligne pour la prochaine période. La convergence nouvelle qui vient de se manifester participe à une évolution de la donne.

En tout état de cause, face à la recomposition politique engagée, **la nécessité de réenclencher une dynamique de convergence des citoyens et des forces de transformation sociale est plus forte encore après les scrutins de mars 2008.** Elle suppose :

- le dépassement des contentieux issus de l'échec de la candidature unitaire lors de l'élection présidentielle et la transformation des querelles de leader-ships en une convergence des énergies ;
- le développement des partenariats forts dans les luttes face aux politiques que Sarkozy et Fillon vont tenter d'accélérer ;
- le développement d'initiatives, du niveau local au niveau national, pour travailler sur un projet et construire une alternative politique, avec en perspective la tenue des élections européennes de 2009 et des élections régionales de 2010. Il s'agit d'enrayer le processus de bipolarisation entre les gestionnaires du capitalisme et de se donner les moyens d'agir pour le dépassement du capitalisme.

Enfin, **la constitution d'une nouvelle force politique fédérant toutes les énergies qui se revendiquent de la transformation sociale et associant les différentes cultures politiques de la gauche alternative reste notre visée.** L'ensemble des initiatives à développer se situe dans cette perspective, en laissant ouverte tout en la travaillant la question des formes des convergences, des étapes et des moyens.

**Les Communistes unitaires vont se doter des moyens de développer leurs initiatives** pour construire un communisme d'actes et de luttes au quotidien, un communisme éthique et démocratique à usage immédiat. Ils entendent être **acteurs de toutes les initiatives pour la relance d'une dynamique la plus large possible,** seule capable de faire pièce à la bipolarisation.

Le 17 mars 2008

**Contact :**

**Gilles ALFONSI : 06 18 06 17 17 - Sylvie LARUE : 06 81 21 20 58**

**[contact.communistes.unitaires@gmail.com](mailto:contact.communistes.unitaires@gmail.com)**

**[www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net)**